

PROFIL PAYS SUR LA NUTRITION 01/2021

MALI



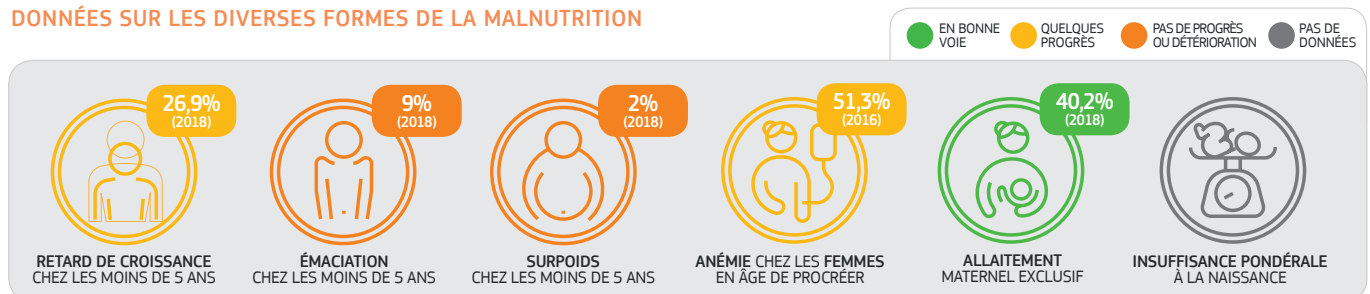
Situation nutritionnelle au Mali

EN RÉSUMÉ

Le Mali a une population de 20 millions d'habitants qui devrait atteindre 27 millions en 2030. Malgré quelques disparités géographiques, la malnutrition est généralisée sur l'ensemble du territoire malien et se manifeste sous différentes formes. La malnutrition aiguë demeure un problème persistant malgré d'importants efforts déployés lors de la dernière décennie. On constate par ailleurs une augmentation du surpoids et une forte prévalence des carences en micronutriments. Cette situation est le résultat de facteurs structurels tels que l'accès difficile aux services de base, les changements climatiques ou la situation socio-économique précaire de la majorité des femmes¹. Notons par ailleurs que l'insécurité alimentaire sévère liée à la pauvreté touche

un minimum de 500 000 personnes chaque année et a touché près de 1,3 millions de personnes pendant la soudure 2020. Les conflits qui se sont développés dans les régions septentrionales du pays depuis 2012 aggravent ces difficultés. Plus récemment se sont ajoutés les défis liés à la pandémie de la COVID-19 et la détérioration de la situation politique. Alors que la malnutrition sous ses diverses formes génère une perte estimée à 4% du PIB² et contribue à perpétuer la pauvreté, il est nécessaire d'accélérer les efforts de lutte contre la malnutrition, en assurant une implication plus forte des différents secteurs contributifs et dans le cadre d'un continuum urgence-développement.

DONNÉES SUR LES DIVERSES FORMES DE LA MALNUTRITION



GOVERNANCE NUTRITIONNELLE

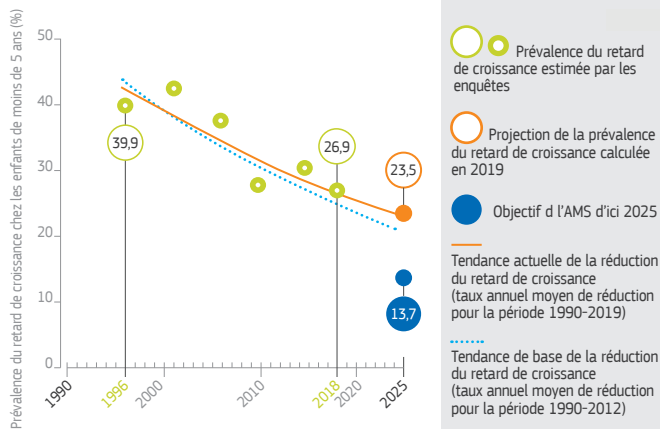
- En 2011, le Mali rejoint le mouvement Scaling Up Nutrition.
- Adoption en 2019 d'une Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PoINSAN) et de son plan d'action.
- Par ailleurs, le Mali dispose d'une Politique Nationale de Nutrition (2013) dans laquelle le pays s'était engagé à réduire la prévalence de retard de croissance de deux tiers d'ici 2021, et d'un Plan d'Action Multisectoriel de Nutrition (PAMN 2014/2018, et 2020/2024 en cours de finalisation) visant à engager les différents secteurs contributifs dans la lutte contre la malnutrition.
- En 2016, une Cellule de Coordination de la Nutrition, rattachée au ministère de la santé, a été créée afin de coordonner les acteurs et le suivi de la mise en œuvre du PAMN.
- Au niveau politique, un Conseil National de Nutrition qui regroupe les ministres des différents secteurs devrait se fonder dans le CNSANPS de la PoINSAN, soutenu par le Comité Technique Intersectoriel sur la Nutrition fonctionnel.
- L'implication des différents secteurs ainsi que l'opérationnalisation des stratégies nationales au niveau décentralisé restent toutefois un défi, a fortiori dans la crise politique actuelle.
- Depuis 2010, la fortification de la farine en fer et en acide folique est obligatoire au Mali. La fortification du sel alimentaire en iode est obligatoire depuis 1999.

Exemple de soutien de l'UE

Financé à hauteur de 27,7 millions EUR et mis en œuvre par KfW et GIZ, l'Initiative de Renforcement de la Résilience par l'Irrigation et la Gestion Appropriée des Ressources - IRRIGAR (2014-2019) est un projet agricole à visée nutritionnelle appuyant environ 35 000 personnes. Il est basé sur un engagement local fort et une bonne coordination entre les services agricoles et de santé. L'action se focalise sur le développement de la petite irrigation et de structures piscicoles à l'échelle familiale pour soutenir les agriculteurs/trices pauvres. Favorisant la production, la vente et la consommation d'aliments à haute valeur nutritive au niveau local, après 4 ans d'activité, la diversité alimentaire des femmes et jeunes enfants ainsi que la sécurité alimentaire des ménages sont en nette amélioration. Les ventes des productions ont également permis un meilleur accès aux soins de santé. Ce projet va être étendu jusqu'en 2022 (4 millions EUR via KfW) dans le cadre d'une collaboration plus étroite avec la Direction Nationale de l'Agriculture.

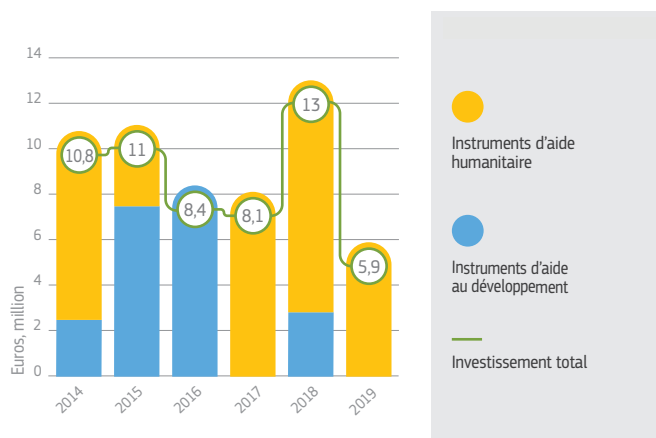
Progrès sur les deux engagements de l'UE pour la nutrition

TENDANCE, PROJECTION ET OBJECTIFS DE PRÉVALENCE ET DE NOMBRE D'ENFANTS (DE MOINS DE CINQ ANS) SOUFFRANT D'UN RETARD DE CROISSANCE



Malgré une baisse régulière de la prévalence du retard de croissance depuis les années 1990, le nombre d'enfants affectés augmente en raison de la forte croissance démographique. Les projections récentes prévoient que le Mali n'atteindra pas l'objectif fixé par le gouvernement d'ici 2021, ni l'objectif de Assemblée mondiale de la santé. Le taux de réduction du nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance est passé de 2,44% en 2012 à 2,05% en 2019. Si cette tendance se maintient, près de 940 000 enfants pourraient souffrir d'un retard de croissance en 2025.

ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'UE POUR LA NUTRITION ENTRE 2014 ET 2019 – UN TOTAL DE 57,1 MILLIONS EUR



Plus de 60% de ces investissements ont été réalisés à travers les actions d'aide humanitaire (récupération nutritionnelle et assistance alimentaire) mises en œuvre dans les régions fragiles du nord et du centre du pays. Dans ces zones, l'UE a également financé des actions multisectorielles à moyen terme de renforcement de la résilience auprès des populations les plus vulnérables. Plus récemment la nutrition a été intégrée dans le programme d'appui à l'eau et l'assainissement (PACTEA 3) à hauteur de EUR 3 millions. L'UE via des financements antérieurs appuie également des approches de développement agricole innovantes à visées nutritionnelles (IRRIGAR) et développe des chaînes de valeur agricoles avec pour objectif de lutter contre la malnutrition. Enfin, l'UE à travers des appuis budgétaires, appuie des réformes institutionnelles dans le domaine de la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable, ainsi que l'approvisionnement en Aliments Thérapeutiques Prêts à l'Emploi.

¹ Dans le classement mondial de l'indice d'inégalité de genre 2019, le Mali a une valeur de 0,671 et se place au 158ème rang sur 162 pays.

² Etude sur le coût de la Faim au Mali, 2018 (PAM, NEPAD, UA)

³ CNSANPS : Conseil National de Sécurité Alimentaire, de Nutrition et de Protection Sociale qui regroupe les Conseils Nationaux existants : de sécurité alimentaire (CNSA, le seul fonctionnel), de nutrition (CNN), de protection sociale (CNOPS). Créé suite à l'adoption de la PolINSAN mais pas encore opérationnel.